



Numéro PPQ/

jeudi 9 mars 2017

## Les grands titres:

- L'ONU dévoile une nouvelle stratégie pour mettre fin au fléau de l'exploitation et des atteintes sexuelles
- Le conflit en Syrie entre dans sa 7e année : le HCR dénonce un échec collectif
- Burundi : l'ONU estime que la volonté du Président de briguer un 4e mandat risque d'aggraver la crise
- A Montréal, les gouvernements des Amériques adoptent un plan régional de réduction des risques de catastrophes
- Mali : l'insécurité des civils au nord et au centre du pays est préoccupante, selon un expert de l'ONU
- Bassin du lac Tchad : la Vice-Secrétaire générale plaide pour un rôle clef des femmes dans la lutte contre Boko Haram
- Yémen : une campagne nationale contre la polio vaccine cinq millions d'enfants
- Le PAM élabore un nouveau système de chaîne d'approvisionnement pour réduire les retards et sauver des vies

## L'ONU dévoile une nouvelle stratégie pour mettre fin au fléau de l'exploitation et des atteintes sexuelles



**9 mars** - Affirmant que les Nations Unies ne devraient en aucun cas être associées à des actes criminels tels que les viols, la violence sexuelle, l'exploitation et les atteintes sexuelles, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté jeudi une nouvelle stratégie pour prévenir et répondre aux abus commis par des personnes servant sous le drapeau de l'ONU.

De gauche à droite : Nancee Bright (Bureau du Représentant spécial sur la violence sexuelle dans les conflits), Lisa Buttenheim (Département de l'appui aux missions), Maria Luiza Viotti, Cheffe de Cabinet du Secrétaire général, et Christian Saunders (Département de la gestion), lors d'un point de presse. Photo ONU/Rick Bajornas

« De tels actes de barbarie ne devraient jamais se produire. Ils ne devraient surtout jamais pouvoir être associés à des individus qui servent sous le drapeau de l'ONU, en quelque qualité que ce soit », a déclaré M. Guterres dans un message annonçant son nouveau rapport sur la question.

« Affirmons-le d'une seule voix : nous ne tolérerons pas que quiconque commette ou cautionne des actes d'exploitation ou des atteintes sexuelles. Nous ne laisserons personne recouvrir ces crimes du drapeau bleu de l'ONU. Chacune des victimes mérite que justice soit faite. Chacune des victimes mérite notre soutien sans faille. Ensemble, tenons cette promesse », a-t-il ajouté.

Le rapport du Secrétaire général, 'Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles : une nouvelle stratégie', définit une approche axée sur les victimes, fondée sur la transparence, la responsabilité et la justice.

Notant que l'exploitation est profondément enracinée dans les inégalités et la discrimination entre les sexes, M. Guterres a déclaré que la promotion de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris ses missions et ses forces de maintien de la paix, contribuerait à faire progresser la parité et, en même temps, à diminuer les abus.



« Engageons-nous dans ce combat pour toutes celles et ceux qui comptent sur l'ONU pour leur apporter l'aide et la protection indispensables à leur survie, mais aussi pour les dizaines de milliers de membres du personnel de l'ONU qui, partout dans le monde, viennent en aide aux populations avec courage et portent haut les idéaux les plus nobles de l'Organisation », a-t-il souligné.

### *Une approche en quatre volets*

Comprenant quatre volets, l'approche détaillée dans le rapport met l'accent sur les droits et la dignité des victimes ; la fin de l'impunité pour les coupables de crimes et d'agressions ; l'expérience et l'avis des victimes, de la société civile, des populations locales et d'autres acteurs concernés pour renforcer et améliorer les efforts de l'ONU; la sensibilisation et le partage des meilleures pratiques pour mettre fin à ce fléau.

Le rapport souligne également la nécessité de développer des contacts avec les États membres de l'ONU et appelle à une réunion de haut niveau sur l'exploitation et les atteintes sexuelles en 2017 en marge du débat général de la 72e session de l'Assemblée générale.

Le rapport note en outre que le chef de l'ONU s'efforcera d'obtenir un soutien des États membres pour établir un dépôt confidentiel d'informations sur les cas d'abus, consolidé à l'échelle du système et placé sous la supervision du Coordonnateur spécial pour l'amélioration de la réponse des Nations Unies à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

Il comprend également une liste détaillée des actions et des recommandations, de l'entité compétente des Nations Unies chargée de la consultation avec les parties prenantes concernées, et des données sur les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles à travers le système des Nations Unies et par des forces d'organisations internationales non-ONU mandatées par le Conseil de sécurité, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

### *Un partenariat est essentiel pour éradiquer ce fléau*

S'exprimant lors d'une conférence de presse après la présentation de cette stratégie, la Cheffe de cabinet du Secrétaire général, Maria Luiza Ribeiro Viotti, a souligné que la riposte à l'exploitation et aux atteintes sexuelles est d'une importance capitale pour le chef de l'ONU. En plus des mesures prises par l'Organisation, M. Guterres met fortement l'accent sur les partenariats.

L'exploitation et les atteintes sexuelles « ne sont pas un problème unique à l'ONU, mais il est triste de constater que l'ONU y est associée », a-t-elle ajouté. « Nous devons reconnaître que ce n'est pas un problème que nous pouvons traiter seuls. Nous avons besoin d'une approche coopérative et d'un partenariat avec nos États membres ».

Réitérant la stratégie axée sur les victimes, elle a souligné que la réponse serait basée sur un cadre de responsabilisation et de transparence et qu'elle comprendra des efforts tant en termes de prévention que de réponse efficace.

« Nous allons donc voir beaucoup de mesures supplémentaires qui exigeront non seulement des efforts de la part de l'ONU, mais aussi de la coopération avec les États membres ». Une de ces mesures est un « Cercle de leadership » proposé par le chef de l'ONU, a déclaré Mme Ribeiro Viotti.

## **Le conflit en Syrie entre dans sa 7e année : le HCR dénonce un échec collectif**





Un garçon au milieu des ruines d'une maison détruite à Qara, en Syrie. Photo HCR/Qusai Alazroni

**9 mars** - Alors que le conflit en Syrie entre dans sa septième année, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a dénoncé un échec collectif et a exhorté jeudi la communauté internationale à intensifier son soutien afin de soulager les souffrances de millions de civils.

« Si des mesures radicales ne sont pas engagées pour consolider la paix et la sécurité en Syrie, la situation se dégradera encore davantage », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, dans un communiqué de presse.

En Syrie, 13,5 millions de personnes sont dépendantes de l'aide humanitaire ; on dénombre 6,3 millions de déplacés internes ; des centaines de milliers de personnes ont entrepris de périlleuses traversées en quête d'un refuge ; et 4,9 millions de Syriens, majoritairement des femmes et des enfants, sont réfugiés dans des États voisins où les pays hôtes ploient sous l'énorme charge des conséquences sociales, économiques et politiques.

« Au bout du compte, le conflit syrien n'est pas une affaire de chiffres, c'est bien d'êtres humains qu'il s'agit », a estimé M. Grandi. « Des familles ont été déchirées, des civils innocents tués, des maisons détruites, des entreprises et des moyens de subsistance réduits à néant. C'est un échec collectif ».

Il a ajouté que le HCR continuerait d'offrir aide et protection aux victimes, en Syrie et dans la région. Aux côtés de ses partenaires, il a fourni une aide vitale à des millions de personnes.

Selon l'agence onusienne, alors que les vulnérabilités augmentent, les financements sont hélas en retard sur les besoins. La conférence qui se tiendra à Bruxelles début avril contribuera à évaluer l'avenir du pays, y compris les financements humanitaires nécessaires. Les Nations Unies demandent cette année une somme de huit milliards de dollars pour répondre aux besoins des Syriens dans leur propre pays comme en exil.

Cet appel fait suite à d'importants engagements pris à la Conférence de Londres en 2016, notamment en faveur de l'éducation et des moyens d'existence, et il est essentiel que ces efforts soient maintenus.

« Nous exhortons les donateurs à maintenir un financement suffisant et flexible pour nous permettre de répondre à des besoins énormes », a indiqué Filippo Grandi. « L'argent ne mettra pas fin à la souffrance, mais c'est un moyen d'action face à l'exacerbation de la pauvreté et de la misère. Les ressources dont nous disposons aujourd'hui sont simplement insuffisantes pour relever tous ces défis ».

Le HCR a souhaité que les récentes initiatives de paix jettent les bases d'un règlement durable de la situation. « À eux seuls, les pourparlers de paix ne suffiront pas à instaurer sur le terrain les conditions nécessaires au retour des réfugiés », a précisé Filippo Grandi. « Mais une fois que seront établis les fondamentaux d'une paix et d'une sécurité durables, nous devons anticiper le vaste effort de reconstruction à engager sur toute une génération. Dans l'intervalle, il est essentiel que la planche de salut offerte par l'aide humanitaire soit maintenue et que l'accès à cette assistance soit élargi pour apporter un soutien vital à tous ceux qui sont dans le besoin ».

La prochaine série de pourparlers inter-syriens organisés par l'ONU devrait se réunir le 23 mars pour discuter de questions liées à la gouvernance, à la Constitution, aux élections et à la lutte contre le terrorisme, a indiqué de son côté l'Envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura.

« Mon intention actuelle est de ramener les invités à Genève pour une cinquième série de discussions en visant la date du 23 mars », a dit M. de Mistura lors d'un



point de presse mercredi au siège de l'ONU à New York après avoir informé le Conseil de sécurité des résultats de la quatrième série de discussions, qui s'est déroulée dans la ville suisse du 23 février au 3 mars.

Selon lui, cette quatrième série de pourparlers « a abouti à beaucoup plus qu'imaginé par de nombreuses personnes ».

## Burundi : l'ONU estime que la volonté du Président de briguer un 4e mandat risque d'aggraver la crise



Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, Jamal Benomar. (archives). Photo ONU/Manuel Elias

**9 mars** - Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, Jamal Benomar, a estimé jeudi devant le Conseil de sécurité que la volonté du Président du Burundi, Pierre Nkurunziza, de briguer en 2020 un quatrième mandat risquerait d'intensifier la crise dans ce pays et d'accroître son isolement international.

Selon le dernier rapport du Secrétaire général sur le Burundi, que son Conseiller spécial a présenté jeudi matin, le Président burundais a mentionné fin 2016, « à l'issue d'une semaine de prière sous sa conduite », sa candidature éventuelle aux élections de 2020, « sous réserve de la réforme constitutionnelle et de l'appui de la population ». Le rapport mentionne également un discours en date du 19 novembre 2016 dans lequel le Président avertit qu'il « tient son mandat de Dieu, qui punirait quiconque s'y opposerait, Burundais ou étranger ».

Tout en reconnaissant le droit souverain des Burundais de modifier leur Constitution, M. Benomar a rappelé que la décision que le Président Nkurunziza avait prise de briguer un troisième mandat en 2015 avait déjà provoqué la plus grave crise qu'ait connue le Burundi depuis la fin de la sanglante guerre civile, il y a plus de 10 ans. Le Burundi ne s'est toujours pas remis de la crise électorale et continue de faire face à des défis multiformes, a affirmé le Conseiller spécial.

Parmi ces défis, M. Benomar a cité une situation relative aux droits de l'homme « extrêmement préoccupante » marquée par des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires, des actes de torture et des disparitions forcées. Plus de 210 cas de disparition forcée ont été signalés entre octobre 2016 et janvier 2017. De nombreux Burundais vivent dans la peur en raison de la répression et du nombre croissant des actes d'intimidation de la part des milices de jeunes du parti au pouvoir, les « Imbonerakure ».

Le Conseiller spécial a également mentionné la détérioration de la situation humanitaire, avec trois millions de personnes, soit 26% de la population, qui ont besoin d'une assistance humanitaire.

Il est revenu sur l'impasse politique, deux ans après le début de la crise électorale. Depuis, l'espace de dialogue politique s'est encore rétréci.

Rappelant que le dialogue inter-burundais organisé sous les auspices de la Commission nationale de dialogue inter-burundais (CNDI) touchait à son terme, le Conseiller spécial a estimé que certaines conclusions du rapport intérimaire de la Commission étaient de nature à saper l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha pour le Burundi de 2000. Selon ce rapport, la majorité des citoyens veut abolir la disposition qui limite le nombre des mandats présidentiels et est en faveur d'une révision de la Constitution.

Le Conseiller spécial s'est fait l'écho des préoccupations des dirigeants de l'opposition et groupes de la société civile, pour lesquels le processus conduit

par la CNDI serait contrôlé par le gouvernement pour produire un résultat politique prédéterminé. Il a insisté sur les risques inhérents à une telle réforme constitutionnelle.

## A Montréal, les gouvernements des Amériques adoptent un plan régional de réduction des risques de catastrophes



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophes, Robert Glasser, s'exprimant lors de la Cinquième Plateforme régionale de réduction des risques de catastrophes dans les Amériques, à Montréal, au Canada, Mars 2017. Photo : UNISDR

**9 mars** - Réunis à Montréal, au Canada, sous les auspices des Nations Unies et du gouvernement canadien, les ministres et représentants de 50 Etats et territoires des Amériques ont approuvé jeudi un Plan d'action régional de réduction des risques de catastrophes.

Conclu à l'issue de la cinquième Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes des Amériques, le plan, présenté sous la forme d'une Déclaration de Montréal, identifie les pratiques et processus pour faire progresser la mise en œuvre sur l'ensemble du continent du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes pour la période 2015-2030, adopté en mars 2015.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la prévention des risques de catastrophes, Robert Glasser, a qualifié « d'occasion historique » l'adoption de ce plan collectif pour le continent américain. « Il s'agit d'un engagement partagé, il est détaillé, et il fera davantage progresser et accélérer nos efforts pour réduire les risques de catastrophes », a déclaré M. Glasser à ONU Info.

Le Plan d'action régional adopté vise à faire progresser la résilience des communautés et réduire les risques et conséquences face aux catastrophes dans les Amériques. A travers 16 actions spécifiques, le plan encourage les Etats de la région à travailler dans les 14 à 18 prochains mois autour de quatre priorités : la compréhension des risques de catastrophes, le renforcement de la gouvernance dans ce domaine, des investissements dans la réduction de ces risques et l'amélioration de l'état de préparation aux catastrophes.

M. Glasser a salué un plan prévoyant des démarches concrètes telles que la coopération scientifique et technique, le développement de systèmes d'alertes précoces, de meilleurs projets de reconstruction après les catastrophes ou la prise en compte des risques au cœur de la planification économique.

Pour le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), il est essentiel que tous les acteurs développent des mécanismes de résilience cohérents qui prennent en compte les risques liés aux catastrophes mais aussi ceux liés au climat et au développement durable de manière générale.

« Le risque de catastrophe le plus urgent à traiter est la réduction des gaz à effet de serre », a souligné M. Glasser lors d'une conférence de presse clôturant la réunion de Montréal. « Nous constatons de plus en plus que les catastrophes peuvent déclencher ou être un facteur contribuant aux conflits », a-t-il également déploré devant les journalistes, concluant que la réduction des risques de catastrophes est en somme une « question de vie, de mort et de prospérité ».

## Mali : l'insécurité des civils au nord et au centre du pays est préoccupante, selon un expert de l'ONU



Des Casques bleus au Mali.  
Photo MINUSMA/Harandane Dicko  
(archives)

**9 mars** - A l'issue d'une visite au Mali du 27 février au 8 mars, l'Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, Suliman Baldo, a souligné que les graves menaces sécuritaires au nord et au centre du Mali continuent à mettre les populations civiles en danger et à entraver leur accès aux services sociaux de base.

« Un indicateur de cette insécurité grandissante est le nombre très élevé des écoles fermées dans le centre et le nord du pays, risquant de priver de nombreux enfants de leurs droits à l'éducation », a dit l'expert dans un communiqué de

presse publié jeudi.

M. Baldo a déploré la prolifération de postes de contrôle mis en place sur les axes routiers par des groupes armés et par des bandits et la multiplication des attaques armées à ces postes de contrôle (braquages et vols de véhicules et de bétail visant les civils et les acteurs humanitaires).

Il a aussi dénoncé l'impact néfaste des crimes économiques transfrontaliers qui fragilisent la sécurité des populations dans les régions affectées.

L'Expert indépendant s'est rendu à Gao, dans le nord du Mali, où les premières patrouilles mixtes constituées de combattants représentants des parties à l'Accord de paix de 2015, à savoir le gouvernement malien et les alliances de mouvements armés, la Plateforme et la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), ont été lancées le 23 février. « J'encourage les partenaires et la communauté internationale à soutenir ce processus afin que ces patrouilles puissent protéger les populations et les sites de cantonnement des combattants », a-t-il dit.

Selon lui, l'attaque meurtrière du 18 janvier 2017 contre le camp du mécanisme opérationnel de coordination chargé d'organiser ces patrouilles montre que les ennemis de la paix ont toujours une importante capacité de nuisance. L'annonce faite le 2 mars de l'unification de plusieurs groupes extrémistes violents sous la bannière d'Al-Qaïda au Maghreb islamique montre que ces groupes sont déterminés à contrecarrer les progrès réalisés dans la mise en application de l'accord de paix, a estimé M. Baldo.

S'agissant de l'impunité pour les violations des droits humains commises lors de la crise de 2012 ainsi que pendant la période qui a suivi, y compris dans le cadre de lutte contre le terrorisme, il a appelé les forces nationales et internationales au respect des droits de l'homme dans la conduite des opérations antiterroristes et à davantage de transparence en ce qui concerne les enquêtes menées sur les allégations de violations liées à ces opérations.

« La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, et particulièrement les dispositions essentielles en matière des droits de l'homme, constitue une garantie nécessaire pour une meilleure protection des civils », a estimé M. Baldo.

Il s'est félicité du progrès réalisé dans le domaine de la justice transitionnelle notamment avec l'ouverture officielle des antennes régionales de la Commission justice, vérité et réconciliation (CVJR).

## **Bassin du lac Tchad : la Vice-Secrétaire générale plaide pour un rôle clef des femmes dans la lutte contre Boko Haram**



La Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, parle avec des délégués avant une réunion du Conseil de sécurité. Photo ONU/Manuel Elias

**9 mars** - Intervenant devant le Conseil de sécurité de l'ONU, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, a plaidé jeudi pour faire jouer aux femmes de la région du bassin du lac Tchad un rôle clef dans la lutte contre le groupe Boko Haram et dans les efforts de consolidation de la paix.

« Les femmes doivent jouer un rôle clef dans la réponse à apporter, qu'il s'agisse de les solliciter pour distribuer les vivres et administrer les camps, ou de les associer aux efforts de lutte contre l'extrémisme violent, de rétablissement de l'autorité de l'État et de consolidation de la paix », a dit Mme Mohammed, devant les membres du Conseil,

lors d'une réunion consacrée à la récente mission du Conseil de sécurité dans quatre pays de cette région (Cameroun, Tchad, Niger et Nigéria) du 1er au 7 mars.

La Vice-Secrétaire générale a indiqué que le Secrétariat de l'ONU encourageait la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à convoquer un sommet conjoint sur Boko Haram.

« J'ai vu la souffrance dans les yeux d'un garçon de 15 ans dont le village a été brûlé par Boko Haram et la plupart des amis tués », a déclaré le représentant du Royaume-Uni, en dénonçant la barbarie et la cruauté « sans limites » des tactiques employées par ce groupe terroriste.

Il s'est toutefois réjoui, comme son collègue du Japon, du niveau d'engagement et d'appropriation des efforts dont font preuve les pays limitrophes du lac Tchad qui ont mis sur pied la Force multinationale mixte, laquelle peut s'enorgueillir d'avoir libéré 20.000 otages jusqu'à présent. Cette Force exige toutefois, a prévenu le représentant du Sénégal, un appui financier, logistique et technique et des équipements suffisants.

Le représentant de la France s'est félicité que la mission du Conseil de sécurité permette de sensibiliser l'opinion publique au sort d'une région longtemps « négligée, voire oubliée », selon les mots de son homologue sénégalais. Il a attiré l'attention sur trois enjeux principaux, à savoir « l'urgence humanitaire, la protection des populations affectées, et les difficultés en matière de financement de l'aide ».

La Vice-Secrétaire générale a demandé instamment aux États membres de financer intégralement l'appel humanitaire pour la région du lac Tchad, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, et a exhorté les gouvernements touchés à garantir un accès total, sûr et sans entraves à toutes les zones et populations touchées.

Le représentant français a indiqué qu'au printemps 2017, se tiendrait à Paris une conférence de bailleurs de fonds, sous l'égide de la Banque mondiale. En dépit des considérables promesses de contributions faites lors de la Conférence des bailleurs de fonds organisée par l'ONU le 24 février dernier à Oslo, « les besoins excèdent les ressources », s'est alarmée la Vice-Secrétaire générale.

Le représentant du Sénégal a estimé qu'il est temps de mettre à contribution les sociétés et fondations privées, « voire des mécènes ». Car une reprise durable, a précisé la Vice-Secrétaire générale, suppose aussi un appui à la reconstruction des écoles, des centres de santé et la relance des infrastructures essentielles, comme l'agriculture et l'approvisionnement en eau, sur lesquels reposent les moyens de subsistance.

## Yémen : une campagne nationale contre la polio vaccine cinq

## millions d'enfants



Une petite fille est vaccinée contre la polio à Sa'ada, au Yémen. (archives). Photo UNICEF/UN026952/Madhok

**9 mars** - Dans un contexte de regain de violence, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ses partenaires ont terminé la première partie d'une campagne nationale de vaccination qui a permis d'atteindre 5 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans.

Lors de cette campagne, 40.000 personnes à travers le Yémen ont participé à cette vaccination contre la polio et à la fourniture de suppléments en vitamine A.

Des équipes mobiles ont atteint les enfants partout où ils se trouvaient, y compris dans les endroits où l'accès aux services de santé a été interrompu par les combats. Les professionnels de santé ont montré une détermination héroïque à traverser les lignes de front, les montagnes et les vallées pour vacciner les enfants, selon l'UNICEF.

« Au cours des deux dernières années, davantage d'enfants sont morts de maladies évitables que de la violence. C'est pourquoi les campagnes de vaccination sont si cruciales pour sauver la vie des enfants du Yémen et assurer leur avenir », a déclaré la Représentante de l'UNICEF au Yémen, Dr Meritxell Relaño, dans un communiqué de presse.

La campagne intervient à un moment critique. Les enfants au Yémen sont menacés par la famine et la malnutrition a considérablement augmenté les risques de maladies. Plus de la moitié des installations médicales du Yémen ne fonctionnent plus et le système de santé est sur le point de s'effondrer.

À mesure que les besoins augmentent, l'UNICEF intensifie sa réponse humanitaire, notamment en fournissant un traitement contre la malnutrition aiguë sévère à 323.000 enfants et des services de santé de base à un million d'enfants et à plus d'un demi-million de femmes enceintes et allaitantes.

« Les enfants meurent parce que le conflit les empêche de recevoir les soins de santé et la nutrition dont ils ont besoin de toute urgence. Leur système immunitaire est faible à cause de la faim qui les affectent depuis des mois », a déclaré le Dr Relaño. « Nous appelons toutes les parties au conflit à trouver une solution politique à cette crise qui inflige des souffrances incalculables aux enfants ».

## Le PAM élabore un nouveau système de chaîne d'approvisionnement pour réduire les retards et sauver des vies



Des équipements arrivent dans un aéroport de la Sierra Leone pendant la riposte à l'épidémie d'Ebola, en septembre 2014. Photo Francis Ato Brown / Banque mondiale

**9 mars** - En collaboration avec des partenaires, le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis au point la première plateforme d'information pour mieux gérer les chaînes d'approvisionnement et faire correspondre les livraisons à la demande dans le cas de pandémies.

« La création de cette nouvelle plateforme est un excellent exemple des efforts extraordinaires qui sont possibles lorsque les secteurs public et privé travaillent ensemble », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, dans un communiqué de presse.

Le nouveau système rassemblera les informations sur la chaîne d'approvisionnement et la logistique et permettra de suivre de bout en bout les équipements nécessaires pour répondre à une pandémie, comme les vêtements de protection et le matériel médical, ce qui aidera à assurer une livraison rapide et

adéquate.

Il fournira également des analyses sur les inefficacités de l'offre, encouragera la rapidité et la rentabilité afin d'améliorer constamment le réseau de la chaîne d'approvisionnement.

Selon le PAM, le système aidera à surmonter les difficultés rencontrées dans le cadre de la riposte à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, notamment les contraintes liées à l'entreposage et aux capacités de distribution, la visibilité limitée en matière d'offre et de demande globales d'équipements critiques, et un manque de coordination entre le secteur public et le secteur privé.

En outre, tirant les leçons de l'épidémie d'Ebola, les Nations Unies ainsi que des gouvernements, des institutions universitaires et privées ont créé le Réseau mondial de la chaîne d'approvisionnement pour les pandémies pour améliorer la préparation et la riposte aux pandémies.

Le partenariat complète d'autres initiatives en cours visant à renforcer les systèmes nationaux et internationaux de prévention et de gestion des futures pandémies.

« Pour atteindre l'un des objectifs de développement durable d'ici à 2030, nous devons tous apporter notre expertise et notre expérience aux solutions innovantes aux problèmes mondiaux », a ajouté Mme Cousin.

Le système d'information de la chaîne d'approvisionnement est développé par le PAM en collaboration avec l'entreprise NEC, un fournisseur japonais de services et de produits de technologie de l'information. Le gouvernement japonais a fourni un soutien financier pour le démarrage de la nouvelle plate-forme.